

Burundi : La lutte contre le terrorisme parmi les priorités du ministère de la Sécurité

PANA, 09 mars 2018 Bujumbura, Burundi - Au cours de ce mois de mars, une attention particulière sera réservée à la lutte contre la criminalité "sous toutes ses formes", principalement le "terrorisme par jets de grenades", a-t-on appris, vendredi, de source proche du ministère de la Sécurité publique, à Bujumbura.

Les grenades étaient devenues un fléau national au plus fort de la crise politique née des élections controversées et émaillées de violences de masse de 2015. Dans l'ensemble, les infractions enregistrées par la Police sont passées de 1.064 en janvier, à 956 en février, soit une diminution de 108 cas, indique un rapport du ministère de la Sécurité publique, sur cette période. Le rapport met en exergue cinq grenades qui ont encore récemment endeuillé le pays, à Bujumbura, la capitale burundaise, à Kirundo, au nord, à Makamba, au sud, et à Bubanza, plus à l'ouest du pays, sans qu'elles ne soient revendiquées. Ces attaques ont causé 3 morts et 18 blessés, d'après le même rapport qui fait état de 50 arrestations parmi les auteurs présumés, dans ces différents endroits du pays. Par ailleurs, les activités policières de prévention ont permis la saisie de 36 grenades, avant leur utilisation, selon la même source. Du côté des infractions impliquant des agents de l'ordre, le rapport rappelle le cas d'un policier "en état d'ivresse" qui a tué son compagnon armé à Karusi, dans l'est du pays, toujours au cours du mois de février. Deux autres militaires ont été copulés de la prison à vie pour avoir tué un responsable local du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir), dans un débit de boisson à Gitega, plus au centre du Burundi. Dans l'ensemble, la sécurité a été "globalement bonne" en février, ce qui a facilité l'enrôlement "paisible" des électeurs au référendum constitutionnel de mai prochain et aux élections générales de 2020, ainsi que le retour des réfugiés et la poursuite des activités champêtres, souligne néanmoins le rapport. Le calme relatif s'est traduit, ces derniers temps, par l'allègement du dispositif des corps de défense et de sécurité, à travers le pays, indique-t-on du côté du ministère de la Sécurité publique. Un dispositif sécuritaire d'éléments policiers et militaires lourdement équipé resté en place depuis les dernières élections mouvementées et la tentative de putsch militaire manquée qui a suivi. Plusieurs rébellions armées se sont, par ailleurs, auto-proclamées à l'ombre de la crise, sans toutefois aller au-delà de simples menaces verbales de faire tomber le régime burundais. Le rapport du ministère de la Sécurité publique note, par ailleurs, que la Police n'a trouvé "aucun mobile politique" derrière les faits criminels documentés depuis le début de cette année. Cependant, vu de l'extérieur, le dernier rapport des Nations unies sur la situation au Burundi relève que le pays reste "un sujet de préoccupation majeure qui interpelle la communauté internationale". En cause: l'absence de dialogue entre toutes les parties prenantes à la crise persistante depuis plus de deux ans et sur les futures échéances électorales, également source de nouveau conflit tout aussi inquiétant entre le pouvoir et l'opposition. Sur le plan humanitaire, les chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) font état de plus de 400.000 réfugiés de la crise, auxquels s'ajoutent 200.000 déplacés intérieurs et 3 millions de Burundais dans le besoin d'assistance humanitaire urgente. Dernier épisode en date de cette crise humanitaire: autour de 2.600 Burundais, qui étaient réfugiés en République démocratique du Congo voisin, ont quitté précipitamment le pays d'accueil dernier, pour le Rwanda, à la recherche de plus de sécurité, disent-ils. On rappelle que 36 de ces réfugiés burundais avaient été tués en septembre dernier, dans des chauffoures avec les forces de l'ordre congolaises.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});